

# Hausse des prix : pour le meilleur et pour le pire ?

<b>GROS SEL</b>		<b>L'invité de Grain de sel : Moussa Para Diallo</b>	<b>4</b>
<b>FORUM</b>	<b>Foncier</b>	<b>Côte d'Ivoire : la terre de plus en plus chère</b>	<b>5</b>
	<b>Agrocarburants</b>	<b>Le « pourghère » ou <i>Jatropha</i>, agrocarburant d'avenir ?</b>	<b>7</b>
	<b>Développement</b>	<b>Les défis de l'agriculture à moyen terme</b>	<b>9</b>
<b>LE DOSSIER</b>		<b>Hausse des prix : Opportunités et défis pour les producteurs africains</b>	<b>11</b>
<b>INITIATIVES</b>	<b>Organisations paysannes, élevage</b>	<b>Cameroun : Les éleveurs s'organisent</b>	<b>27</b>
	<b>Témoignages</b>	<b>Pour l'agriculture familiale. Oui, mais laquelle ?</b>	<b>29</b>
<b>MATIÈRES PREMIÈRES</b>		<b>Riz, un marché incertain</b>	<b>31</b>
<b>BOÎTE À OUTILS</b>		<b>Repères : Échec de la mini- ministérielle de l'OMC. Quels impacts sur les agricultures africaines ?</b>	<b>32</b>
		<b>Kiosque</b>	<b>34</b>
<b>VIE DU RÉSEAU</b>		<b>Ils nous ont rendu visite... Entre nous</b>	<b>35</b>

**L**ONGTEMPS nous avons hésité entre titrer notre dossier sur la « hausse » des prix ou sur leur « volatilité ». Après le pic des prix début 2008 sur les marchés internationaux, on assiste à une baisse. Après des prix records, le baril de pétrole est en chute libre. Dans de nombreux pays, les récoltes, dopées par les bonnes conditions climatiques et les programmes d'urgence, s'annoncent bonnes voire excédentaires. D'un autre côté, la récession internationale dont on ne connaît pas encore l'ampleur influera sur la demande. La crise financière pèse sur le financement des économies, des entreprises, affecte les budgets publics et leur utilisation. En quelques jours, cette crise a balayé la crise alimentaire, offrant une bonne raison aux pays occidentaux de ne pas honorer les maigres engagements financiers pris à Rome en juin dernier.

Les perspectives sur les marchés sont bien peu faibles mais pour les producteurs africains, une chose est quasi certaine : la donne a changé. Nous entrons dans une nouvelle ère, fini les prix bas pour les produits agricoles sur les marchés mondiaux, fini les stocks conséquents qui rassurent.

En soi, des prix plus élevés, c'est encore ce que peut espérer de mieux le producteur agricole. Pourtant, dans bien des cas, la hausse des prix a signifié une détérioration de la situation économique et alimentaire de petits producteurs également acheteurs de denrées alimentaires au prix fort, et utilisateurs d'intrants aux coûts devenus prohibitifs. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des manifestations ont eu lieu. Ces mouvements ont montré la vulnérabilité de ménages et d'économies dont l'alimentation repose par trop sur les importations. Ils ont remis au centre du débat la question de la souveraineté alimentaire.

Les États ont réagi dans l'urgence, en privilégiant la réduction des prix des produits importés, puis en déployant des stratégies de relance de la production qui traduisent une nouvelle volonté politique de soutenir l'agriculture. Le chemin emprunté est souvent plus discutable. C'est le retour, au premier plan, de l'État omniprésent qui décide des emblavements, distribue les intrants, achète les productions, fixe les marges, etc. Un air de déjà vu ! Au nom de l'urgence, on passe par pertes et profits la concertation avec les organisations paysannes, les opérateurs privés, les associations de consommateurs, etc. qui désormais maillent le territoire africain. Place aussi aux logiques nationales, voire nationalistes (fermeture des frontières, autosuffisance nationale), alors que le besoin d'intégration régionale n'a jamais été aussi pressant, alors que le besoin de régulations internationales efficaces n'a jamais été aussi évident !

Des réponses du siècle dernier permettront-elles d'aborder sainement une ère que l'on dit « nouvelle » ? La période est pourtant une formidable opportunité pour impulser des politiques agricoles et commerciales cohérentes et ambitieuses. L'éternelle différence entre vitesse et précipitation !

La rédaction, gds@inter-reseaux.org